

28-29-30 OCTOBRE 2015
PARIS, INALCO

CONFÉRENCE
INTERNATIONALE

- GARANTIR LES CAPACITÉS
CIVILE ET POLITIQUE
- DES PERSONNES
EN SITUATION
DE VULNÉRABILITÉ

*La convention ONU relative
aux droits des personnes handicapées :
un tournant juridique et social
dans les relations de soin
et d'accompagnement ?*

CALENDRIER DES ATELIERS

JEUDI 29 OCTOBRE 2015

14 HEURES

A1 Accompagner la prise de décision : un métier ?

B1 Décision contrainte, décision partagée
en psychiatrie et en gériatrie : regards croisés

C1 L'effectivité des droits fondamentaux : juges,
militants, administration... (atelier bilingue)

16 HEURES

A2 Pratiques innovantes de l'accompagnement
(atelier bilingue)

B2 Décision personnelle ou contrainte institution-
nelle: l'exemple du choix du lieu de vie

C2 Le kit d'accès aux droits

VENDREDI 30 OCTOBRE

9 HEURES

A3 Le recours à la contrainte, l'intervention
« sur » autrui et les risques de maltraitance

B3 Faire et défaire les capacités : entre savoirs
profanes et expertise spécialisée

C3 Les réformes des droits des (in)capacités :
perspectives nationales et internationales
(atelier bilingue)

11 HEURES

A4 Capacité juridique et participation

B4 Quels enjeux épistémologiques autour de
l'appréciation des capacités dans leur environnement ?
(atelier bilingue)

C4 L'accès aux droits et la régulation des plaintes

JEUDI 29 OCTOBRE 2015 – 14 HEURES

A1

ACCOMPAGNER LA PRISE DE DÉCISION : UN MÉTIER ?

•
Edeline DELANAUD,
Educatrice spécialisée :

Relation éducative et capacité d'agir,
enjeux d'une évidence

•
Pierre BOUTTIER, Président de l'ANDP
et François HENRY (ANDP) :

Professionnaliser l'accompagnement à la décision :
l'exemple des mandataires judiciaires à la protection
des majeurs

•
Sylvie DANIEL, Cadre Socio-Educatif en CHRS
(Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale),
Francis FEYDEL (Association LE MAS – LYON) et
Nacerdine BEZGHICHE, Usager – Etudiant chercheur en
humanité :

Le temps de l'alliance

•
Sonia ZOUAG, Docteure en droit (Université de Lyon 3):

L'accompagnement en droit des majeurs protégés :
une notion en devenir

•
Agathe CAMUS, Doctorante en philosophie
(SPHERE, Université Paris 7 – Diderot) :

La prise en charge non spécialisée des patients atteints
de la maladie d'Alzheimer en service hospitalier.
La décision médicale et ses modalités

JEUDI 29 OCTOBRE 2015 – 14 HEURES

B1

DÉCISION CONTRAINTE, DÉCISION PARTAGÉE EN PSYCHIATRIE ET EN GÉRIATRIE : REGARDS CROISÉS

Céline RACIN, Psychologue clinicienne,
Doctorante en psychologie clinique (Université
Paris-Descartes, Laboratoire PCPP) :
Consentement, quand tu nous tiens !-

Delphine MOREAU, Doctorante en sociologie
(Collectif Contrast) :
La place de l'évaluation de la capacité à consentir
dans les décisions d'hospitalisation sous
contrainte

Katia LUCA-DUBLANCHE, Maître de conférences en
droit public (Université de Perpignan) :
Vers une objectivation de la capacité d'agir
intra-muros des personnes internées d'office

Florence THOMAS-JULIENNE, Coordinatrice des
équipes d'évaluations médico-sociale de la Seine-
Saint-Denis (Conseil Général du 93) :
L'évaluatrice médico-sociale face à une personne
âgée, vulnérable et opposante : un exercice de
funambule

Audrey LINDER, Chargée de recherche en
sociologie (Service de psychiatrie de liaison, Centre
Hospitalier Universitaire Vaudois, Lausanne) et
Régis MARION-VEYRON, Psychiatre (Unité de
liaison de la Policlinique Médicale Universitaire,
Centre Hospitalier Universitaire Vaudois) :
La problématique de thérapeutique partagée.
Entre autonomie et contrainte

JEUDI 29 OCTOBRE 2015 – 14 HEURES

C1

L'EFFECTIVITÉ DES DROITS FONDAMENTAUX : JUGES, MILITANTS, ADMINISTRATION... (ATELIER BILINGUE)

Olivier RENAUDIE, Professeur de droit public
(Université de Lorraine, IRENEE) :
L'article 12 de la Convention relative aux droits
des personnes handicapées est-il invocable
devant les juridictions françaises ?

Gilles DEVERS, Avocat au barreau de Lyon :
L'application effective de la Convention relative
aux droits des personnes handicapées devant le
juge français et européen

Sylvain BOTTINEAU, Juge des tutelles :
Le respect des droits fondamentaux dans le travail
partenarial : retour sur une expérience de terrain

Emmanuelle FILLION, Maître de conférences
en sociologie (MSSH-EHESP),
Jean-François RAVAUD, Directeur de recherches
en socio-épidémiologie (CERMES 3, INSERM) :
La mobilisation militante du droit des personnes
en situation de vulnérabilité : entre disability
studies et usagers chercheurs

Sofia LOURENCO (Commission Européenne,
Direction Générale de l'Emploi, des affaires
sociales et de l'inclusion) :
Le suivi de la mise en place de la convention par
l'Union Européenne

Ailbhe FINN (Chargée de mission Droits de
l'homme, Mental Health Europe)
Handicaps psychosociaux, capacité juridique,
et accompagnement à la décision dans l'Union
Européenne : la perspective d'une ONG

JEUDI 29 OCTOBRE 2015 – 16 HEURES

A2

PRATIQUES INNOVANTES DE L'ACCOMPAGNEMENT
(ATELIER BILINGUE)

Marie GAUTHIER (FEGAPEI-Ajupid):
« Les pratiques encourageantes »

Maths JESPERSON (PO-Skåne):
Retours sur l'expérience de l'ombudsman
personnel

Thierry NAJMAN, Psychiatre (PH, CHS Moisselles):
Lieu d'asile. Manifeste pour une autre psychiatrie

Cédric MAMETZ, Président (Nous aussi, UNAPEI):
Le droit à l'erreur

Sylvie MOISDON-CHATAIGNER,
Maître de conférences en droit (Laboratoire IODE,
Université de Rennes I):
Le maintien de la capacité juridique face
à l'altération des facultés

B2

DÉCISION PERSONNELLE OU CONTRAINTE INSTITU-
TIONNELLE : L'EXEMPLE DU CHOIX DU LIEU DE VIE

Ana MARQUES (EPS Ville Evrard):
Accompagner le choix du lieu de vie : le cas des
placements en Belgique des personnes françaises
suivies en psychiatrie. Encadrement et pratiques.

Mouna ROMDHANI, Gériatre (APHP):
Le patient dément est-il capable de décider de son
retour à domicile

THURSDAY, OCTOBER 29, 2015 – 4:00 PM

Aude BELIARD, Maître de Conférences en
sociologie (Université Paris-Descartes, CERMES3):
Projet du patient et projet de la famille en unité de
gériatrie aiguë

Eymeric GUILLERMOU, Avocat
(Président de l'Union Nationale des Familles de
Traumatisés Crâniens):
La mobilisation de l'article 12 dans les contentieux
relatifs au choix du lieu de vie

Charlotte CHICCO, Interne en psychiatrie et
Raphaël BOULODNINE, Psychiatre
(Programme « Un chez soi d'abord » Marseille):
Le concept du rétablissement ou comment favoriser
l'autodétermination des usagers ?
Exemples d'accompagnement dans le cadre du
programme « Un chez soi d'abord »

C2

LE KIT D'ACCÈS AUX DROITS
(atelier organisé par Aude Caria, avec plusieurs
intervenants internes Psycom-CHS Ste Anne)

Isabelle GENOT-POK, Juriste et formatrice
(Centre JuriSanté du CNEH):
Le difficile accès aux droits des personnes vivant
avec des troubles psychiques

Aude CARIA, Directrice (Psycom, Paris):
Présentation du kit pédagogique «Histoires de
droits» : conception, objectifs, mise en oeuvre

L'atelier propose aux participant.e.s de découvrir le kit lors d'une
séance d'utilisation du kit en groupe.

VENDREDI 30 OCTOBRE 2015 – 9 HEURES

A3

LE RECOURS À LA CONTRAINTE, L'INTERVENTION « SUR » AUTRUI ET LES RISQUES DE MALTRAITANCE

•
Baptiste BROSSARD, Docteur en sociologie
(Université de Montréal – Chaire Handicap
psychique et décision pour autrui CNSA-ENS-EHESP):

Le travail des professionnels auprès des patients atteints de démence à un stade avancé

•
Lucie LECHEVALIER-HURARD, Doctorante
en sociologie (CNRS/Centre Max Weber –
Collectif Contrast) :

La construction du point de vue de la personne sur sa situation dans le jugement de capacité : le cas d'un patient dans un service de psychiatrie du sujet âgé

•
Alice CASAGRANDE, Directrice formation
(FEHAP) et Claude ETHUIN, usager expert
(Advocacy France) :

Regards croisés sur la maltraitance

•
Cyril HAZIF-THOMAS, Psychiatre du sujet âgé et
Président du comité d'éthique du CHRU de Brest :

Soins psychiatriques sans consentement et mal(traitance)

•
Florence WEBER, Professeure des universités,
Sociologue et anthropologue (ENS, CMH –
Chaire handicap psychique et décision pour
autrui CNSA-ENS-EHESP) :

Capacité civile et pratiques informelles des familles, banquiers, créanciers

VENDREDI 30 OCTOBRE 2015 – 9 HEURES

B3

FAIRE ET DÉFAIRE LES CAPACITÉS : ENTRE SAVOIRS PROFANES ET EXPERTISE SPÉCIALISÉE

•
Richard GAILLARD, Maître de conférences
en sociologie (Laboratoire ESO,
Université d'Angers) :

Richard GAILLARD, Maître de conférences en sociologie (Laboratoire ESO, Université d'Angers)

•
Antoine BOSQUET, Praticien hospitalier
(AP-HP, Hôpital Louis Mourier) :

Évaluation des capacités de vote et respect du droit de vote des personnes handicapées

•
Cristina FERREIRA, Professeure associée
en sociologie (Haute Ecole de santé Vaud,
Lausanne) :

Etre capable de travailler ou faire preuve de bonne volonté. L'expertise des vécus douloureux

•
Romain JUSTON, Doctorant en sociologie
(UVSQ, Printemps et EHESP) :

Écouter pour évaluer. La place de la parole des victimes dans la détermination des incapacités totales de travail

•
Tonya TARTOUR, Doctorante en sociologie
(Sciences Po, CSO) :

Économie de la décision psychiatrique : analyse de la grille d'évaluation médicale pour l'admission des patients en soins sans consentement

VENDREDI 30 OCTOBRE 2015 – 9 HEURES

C3

LES RÉFORMES DES DROITS DES (IN)CAPACITÉS :
PERSPECTIVES NATIONALES ET INTERNATIONALES
(ATELIER BILINGUE)

Volker LIPP, Professeur de droit civil
(Université de Göttingen) :

La mise en place de la Rechtliche Betreuung

•

Gilles RAOUL-CORMEIL, Maître de conférences
en droit (Université de Caen Basse-Normandie) :

Représentation, assistance et contrôle dans la loi
du 5 mars 2007

•

Eilionóir FLYNN, Maître de conférences en droit
(Centre for Disability Law and Policy,
Université de Galway) :

L'exemple de l'Irlande et de l'Espagne

•

Wayne MARTIN, Professeur de Philosophie
(Université de Essex) :

La conformité du Mental Capacity Act

•

Alexandra TASIAUX, Professeure de droit
(Université de Namur) :

Capacité et handicap en droit belge

VENDREDI 30 OCTOBRE 2015 – 11 HEURES

A 4

CAPACITÉ JURIDIQUE ET PARTICIPATION

Céline LETAILLEUR, Usagère,
Présidente de l'association Frontières invisibles :

Je décide de décider... Empowerment,
accompagnement et épreuves de réalité...

•

Iris LOFFEIER, Sociologue, Collaboratrice
scientifique (Université du Luxembourg,
IPSE, Institut d'Histoire) :

La capacité d'agir des résidents de maison de
retraite : une virtualité non actualisable ?

•

Karine LEFEUVRE, Professeure de droit
(Laboratoire IODE, EHESP) :

De la participation de la personne protégée à la
participation de l'usager-citoyen protégé : les
enjeux de la démocratie en santé

•

Nicolas MARQUIS, Docteur en sociologie
(Université Paris-Descartes, CERMES3 et Univer-
sité Saint-Louis - Bruxelles, CASPER) :

Le handicap comme révélateur des tensions
de l'autonomie : éclairage à partir du
« décret Inclusion » à Bruxelles

•

Pauline BLUM et Samuel NEUBERG,
Doctorants en sociologie (Chaire Handicap psy et
décision pour autrui CNSA-ENS-EHESP)

« C'est quoi la priorité ? » Jugements sur
les capacités des personnes et stratégies
de prise en charge

VENDREDI 30 OCTOBRE 2015 – 11 HEURES

B4

QUELS ENJEUX ÉPISTÉMOLOGIQUES AUTOUR DE L'APPRÉCIATION DES CAPACITÉS DANS LEUR ENVIRONNEMENT ? (ATELIER BILINGUE)

Mathilde APPELLE, Doctorante en sociologie
(CRESPPA-GTM, Université Paris 8 – EHESP) :
Mathilde APPELLE, Doctorante en sociologie
(CRESPPA-GTM, Université Paris 8 – EHESP) :

Catherine LE GALES, Directrice de recherches en
économie de la santé (CERMES 3, INSERM) :
Des capacités aux capabilités : de quelques
enjeux théoriques de classer pour évaluer

Anne SARIS, Professeure de droit (UQAM) :
L'évaluation des capacités au Canada,
une analyse contextuelle et contextualisée

François-Joseph WARLET,
Juge de paix en Belgique :
La Classification Internationale du Fonctionne-
ment : un bon outil d'appréciation de la capacité
juridique ? Regard d'un juge

Nicolas BELORGEY, Chargé de recherches en
sociologie (SAGE, CNRS) :
La contribution de la grille Aggir à l'évaluation
des capacités

Armelle JACQUET-ANDRIEU, psychologue clini-
cienne, HDR sciences du langage (Paris 5) :
Evaluer le polyhandicap : l'exemple de l'aphasie
d'installation brutale

VENDREDI 30 OCTOBRE 2015 – 11 HEURES

C4

L'ACCÈS AUX DROITS ET LA RÉGULATION DES PLAINTES

Philippe BELLANGER, Doctorant en droit
(Université d'Artois) :

Lecture juridique de la circulation de
l'information médicale concernant le patient
majeur protégé

Sébastien SAETTA, Docteur en sociologie
(CERMES 3) :
La prise en compte des plaintes d'usagers par les
services « qualité »

Sandrine PERROT, Chargée de mission (DGOS,
Ministère de la santé) :
La réception des plaintes ?

Bernard MEILE (Advocacy France), « devenu
plus observateur par nécessité, et à l'écoute des
autres pour améliorer cette observation »
Lettre à un directeur d'hébergement

Julie MINOC, Doctorante en sociologie (UVSQ,
Printemps et ENS) :
Contester des décisions de tutelles : le traite-
ment judiciaire des incapacités devant la cour
d'appel

